

# GRAND DÉBAT NATIONAL

## #EXPRIMEZVOUS !



Le grand  
**débat national**

---

## COMPTE RENDU DU 18 FÉVRIER 2019 À L'ÉCOLE PEREIRE

---

*De nombreuses propositions ont été faites lors de ce grand débat national.  
Nous souhaitons remercier chaleureusement tous les participants.*

**DÉBAT EN PRÉSENCE DES ÉLUS :**

Brigitte KUSTER, députée de la 4<sup>e</sup> circonscription de Paris  
Geoffroy BOULARD, maire du 17<sup>e</sup> arrondissement

**ANIMÉ PAR :**

David CHAMARD-BOIS

Débat ouvert. Les intervenants au débat sont des habitants du 17<sup>e</sup> arrondissement de Paris.

---

---

**ORDRE DU JOUR**

---

---

<b><i>I. Démocratie et citoyenneté .....</i></b>	<b><i>4</i></b>
<b><i>II. L'organisation de l'État et des services publics .....</i></b>	<b><i>7</i></b>
<b><i>III. La fiscalité.....</i></b>	<b><i>10</i></b>
<b><i>IV. La transition écologique.....</i></b>	<b><i>15</i></b>

---

---

*Le débat est ouvert à 19 heures 15.*

## **Geoffroy BOULARD**

Bonsoir à toutes et tous. Nous sommes débordés par l'affluence, ce soir. Je suis très heureux de vous accueillir dans cette école, lieu symbolique pour des débats que nous avons souhaité organiser au plus près des citoyens. Je salue les élus présents :

- Brigitte KUSTER, députée de la 4<sup>e</sup> circonscription de Paris ;
- Valérie NAHMIA, conseillère déléguée à l'Innovation publique et à l'Accueil des nouveaux habitants ;
- Benjamin MALLO, adjoint au maire en charge de la Vie associative, du Développement économique, de la Nouvelle économie et de l'Emploi, en charge du CCQ Ternes-Maillot ;
- Philippe GUERRE, adjoint au maire en charge du Commerce et de l'Artisanat ;
- Bertrand LAVAUD, adjoint au maire en charge de la Culture et des Finances, en charge du CCQ Courcelles-Wagram ;
- Christophe LEDRAN, adjoint au maire en charge des Affaires sociales, de la Lutte contre l'exclusion et de la Démocratie locale, en charge du CCQ Pereire-Malesherbes ;
- Adrien DELASSUS, conseiller d'arrondissement ;
- Olga JOHNSON, conseillère déléguée à la Cohésion citoyenne et à l'Égalité des chances, en charge du CCQ Epinettes-Bessières ;

Il s'agit du deuxième débat que nous organisons. Un troisième débat se déroulera ici, le 11 mars. Une réunion de restitution des échanges et des propositions récoltées par le biais des cahiers de doléances et des formulaires en ligne aura lieu le 2 avril à 19 h, à la mairie du 17<sup>e</sup> arrondissement.

L'enjeu de ce Grand Débat est de vous donner la parole alors que notre pays est confronté à d'importantes difficultés économiques, sociales et politiques. Nous traversons une crise profonde, dans un climat particulièrement délétère. Nous ne pouvons pas passer sous silence la vague d'antisémitisme qui frappe la France. Des propos inacceptables ont été tenus contre A. Finkelkraut. Un tag antisémite a été découvert il y a quelques jours, dans notre arrondissement. Des permanences d'élus ont été dégradées. Une vague de profanation touche les églises. Ce contexte préoccupe les élus en responsabilité. Le mouvement des gilets jaunes est, à la base, légitime. Il pose des questions qui doivent être entendues.

Je ne prendrai pas part aux échanges et m'astreindrai à une stricte neutralité. Je serai cependant attentif à ce que chacun puisse s'exprimer, dans la limite du temps imparti. Nos échanges seront intégralement retranscrits, en direct. Vos propositions seront notées et transmises au préfet. Je souhaite que soit respectée une approche constructive. Prenez la parole, non pour refaire le monde, mais pour formuler des propositions.

## **Brigitte KUSTER**

Quelques propos liminaires pour vous remercier d'être si nombreux. Cette idée de débat national me paraît formidable. Elle fonctionne très bien à Paris, notamment dans notre arrondissement, mais également en province. Ce soir, je serai également spectatrice. Ne pensez pas que vos propos ne

comptent pas. Chaque voix compte. Faites-vous entendre. S'il se dégage de grandes positions, à Paris ou ailleurs, je formule le vœu qu'elles soient entendues et que notre pays s'en sorte par le haut.

### **David CHAMARD-BOIS**

J'animerai cette soirée. Je m'assurerai que les débats respectent la teneur démocratique attendue de ce grand projet. Lors du premier débat, nous avons apprécié que chacun puisse exprimer son avis.

Jusqu'à 22 h, le temps nous est contraint. Je vous remercie par avance de votre précision et de votre concision. Par respect pour la richesse des débats, ne commentez pas les avis formulés.

Nous aborderons quatre thèmes que sont la démocratie et la citoyenneté, l'organisation de l'Etat et des services publics, la fiscalité et la transition écologique.

Pour le premier thème, démocratie et citoyenneté, les débats peuvent aborder la question des élections, du mode de suffrage, du référendum, du cumul des mandats, des liens entre les citoyens et entre les générations, de la discrimination, de l'immigration, de l'intégration, de la laïcité, etc.

La parole est à vous.

## **I. DÉMOCRATIE ET CITOYENNETÉ**

### **Une intervenante**

J'ai cru comprendre que lorsque leur mandat s'achevait, les maires n'avaient pas droit au chômage, contrairement aux députés qui y ont droit pendant cinq ans. Ma proposition serait de permettre aux maires de s'inscrire au chômage à l'issue de leur mandat, car la mission qu'ils exercent est importante et à temps plein.

### **Un intervenant**

Une profonde fracture marque notre pays. Nous ne nous connaissons plus entre habitants des villes et des campagnes. Pourquoi ne pas réactiver le service national pour la génération des 18/22 ans ? Il permettrait aux jeunes de différents horizons d'échanger et pour certains, de les reprendre en main.

### **Une intervenante**

La rémunération des députés n'est pas excessive au regard de leur charge de travail. En revanche, il est anormal que les députés votent des lois en leur faveur. Toutes les lois devraient être soumises à référendum. Je prône également une obligation de présence sur les sujets importants pour l'avenir du pays. Les hémicycles sont trop souvent vides.

### **Une intervenante**

J'ai 17 ans. Quand je regarde la politique actuelle, j'ai le sentiment que les hommes politiques ne pensent qu'à leur réélection. Ils ne gouvernent que pour leur cote de popularité. Pourquoi ne pas revenir à un mandat présidentiel de sept ans, tout en interdisant à un président de la République de se représenter, une fois son mandat achevé ?

### **Un intervenant**

Valéry Giscard d'Estaing n'est plus président depuis 37 ans, mais continue à bénéficier d'avantages liés à son ancienne fonction. Il est injuste de ne pas réformer la fonction présidentielle alors qu'on ponctionne les retraités, au quotidien.

### **Un intervenant**

Il faut réformer le pouvoir exécutif et poser la question de l'existence d'un premier ministre et d'un président. L'un est de trop. Il faut lancer une refonte du Sénat et de l'Assemblée. Le Sénat ne dispose pas d'un contre-pouvoir suffisant.

### **Une intervenante**

Je propose d'accepter le vote blanc tout en rendant le vote obligatoire. Il me paraît important de placer en tête des incivilités la violence. Je souhaite que nous soyons plus accueillants avec les immigrés tout en favorisant une meilleure intégration. Il est anormal que des enfants traduisent pour des parents qui ne maîtrisent pas le français.

### **Une intervenante**

Je propose une parité absolue de la représentation Hommes/Femmes dans toutes les instances démocratiques. Une grande démocratie ne peut pas être sexiste.

### **Une intervenante**

La démocratie s'apprend depuis le plus jeune âge. Le fait que ce débat se tienne dans une école constitue un joli signe. L'école devrait apprendre le sens politique, le sens de la nation et le sens du débat. L'heure d'éducation civique devrait y contribuer dès le plus jeune âge pour nourrir la conscience politique des futures générations. Il faut réformer profondément l'éducation civique.

### **Un intervenant**

La France est un ancien pays rural. 50 % des Français habitent dans des villes de moins de 50 000 habitants. Je suis pour le cumul des mandats pour les maires de la ruralité, pour que la ruralité soit efficacement représentée à l'Assemblée. Concernant le RIC, nous pourrions commencer par de petits projets, pour tester. Je souhaite que la loi de 1905 qui régit les cultes soit applicable à toutes les religions, en France.

### **Une intervenante**

Notre président actuel, pendant sa campagne, avait proposé de diminuer le nombre de députés, supérieur de 40 % à celui de nos voisins européens. Cette économie permettrait de mieux rémunérer le personnel des EHPAD.

### **Un intervenant**

Je rappelle que le grand débat d'il y a deux ans s'est traduit par une élection présidentielle. Je ne vois pas l'utilité de le recommencer. Les élections permettent d'élire les députés, représentants de la Nation. Il faut augmenter le pouvoir du Parlement pour donner plus de pouvoir aux députés qui nous représentent.

### **Une intervenante**

Je propose un congé de militante citoyenne pour permettre aux femmes qui travaillent d'intervenir dans des réunions officielles en tant qu'expertes. Nos employeurs devraient nous libérer une demi-journée pour participer à la vie citoyenne.

### **Un intervenant**

Il faut simplifier le millefeuille administratif français, notamment les intercommunalités, très en vogue ces dernières années. Les fusions de communes seraient plus efficaces. Je ne vois pas pourquoi nous n'élirions pas directement le maire de Paris.

### **Un intervenant**

À quoi sert le Conseil Economique et Social ? Il ne s'agit que d'un recyclage de copains haut placés. Pourquoi n'existe-t-il pas de contrôle de la Cour des comptes à l'Assemblée et au Sénat, contrairement à ce qui se passe dans les communes ?

### **Un intervenant**

Le vrai pouvoir, en France, est exercé par l'État à travers les préfets et les sous-préfets. Les communes n'ont aucune liberté. Lors de la régionalisation, les attributions confiées aux régions sont restées de la prérogative des préfets. Aujourd'hui, tout se décide en double. Aucune commune ne peut décider sans l'aval du préfet ou du sous-préfet, de la DDE jusqu'à la police de l'eau. Je propose qu'on transfère réellement le pouvoir aux élus locaux.

### **Un intervenant**

Dans la foulée, il faudrait une véritable régionalisation avec une suppression du doublon que constituent les préfets et sous-préfets. Pourquoi créer une nouvelle administration au moindre problème ? Quant au mouvement des gilets jaunes, il est erroné de parler d'un seul mouvement. En réalité, il existe plusieurs mouvements de gilets jaunes.

### **Une intervenante**

Il faudrait produire une cartographie expliquant quelle administration assume quelle responsabilité. Cette cartographie permettrait d'identifier où il est nécessaire de faire le tri et le ménage.

### **Un intervenant**

Cette cartographie devrait être expliquée dès le plus jeune âge. La démocratie représentative a ses limites. Le RIC, pourquoi pas, mais nous ne sommes pas suisses, il faut nous y entraîner, peut-être localement, sur des sujets précis et surtout pas sur des sujets sociétaux tels que la peine de mort. Si ce type de référendum est mis en place, il faut que le vote devienne obligatoire pour qu'il ne soit pas trustés par des lobbies.

### **Une intervenante**

J'aimerais que les rapports de la Cour des comptes soient suivis d'effet. (*Applaudissements*).

### **Un intervenant**

Une partie des Français sont en déshérence, dans les campagnes. En 2015, 54 % des communes comptaient moins de 500 habitants. Il existait 34 672 communes de moins de 5 000 habitants. Ce phénomène entraîne une disparition des écoles, de La Poste, etc. Les citoyens ruraux sont mal traités. Ils n'ont pas accès à la 4G. L'absence d'uniformité dans le traitement des citoyens est regrettable. Je souhaite qu'on rassemble les communes pour qu'elles puissent conserver leurs services publics et médicaux. Depuis la parution en 1947 du livre de J-F. Gravier, *Paris et le désert français*, la situation n'a fait qu'empirer.

### **Un intervenant**

J'attends de l'exécutif beaucoup plus de pédagogie. La hausse de la CSG était peut-être nécessaire, au regard de l'augmentation du coût des soins de santé. Lorsque les retraités d'aujourd'hui travaillaient, le montant des cotisations n'avait pas prévu cette hausse, mais depuis, personne n'a expliqué qu'il fallait payer plus pour la santé. Les personnes pensent y avoir droit, comme à beaucoup de choses, en France. Les 80 km/h ont été lancés comme une punition, sous prétexte que les Français conduiraient mal. J'ai le sentiment que Bercy dirige et que le Parlement applique.

### **Une intervenante**

Une inégalité se met en place à cause d'un développement à outrance d'Internet. Certains enfants n'ont pas accès à Internet chez eux, ce qui crée des disparités selon le milieu social, car l'école passe de plus en plus par Internet. Internet est très développé dans les villes, mais pas dans les campagnes, avec un risque d'aggravation de la fracture scolaire.

### **Un intervenant**

Gilet jaune du 17<sup>e</sup> arrondissement, je m'exprime en mon nom propre bien que j'appartienne au groupe des gilets jaunes parisiens solidaires. Tous les samedis, place Pereire, nous débattons avec les citoyens. Ce mouvement est révélateur d'un clivage entre les citoyens, notamment entre Paris et la province. Je ne suis pas favorable à la manière dont ce débat a été organisé par Macron, pour s'en sortir. Certes, il s'agit d'une bonne thérapie de groupe, mais je ne sais pas ce qui en ressortira.

Ma proposition concerne le RIC. En Suisse, les votations existent depuis près d'un siècle. Chaque référendum est précédé d'une campagne de plusieurs mois. Je pense que le RIC peut constituer le moyen de rétablir un minimum de démocratie directe, selon des modalités à définir. Il constituerait un premier pas pour rapprocher le président de la République du peuple.

### **Une intervenante**

En France, il existe beaucoup d'outils tels que France Connect ou la plate-forme Agirc-Arrco qui permettent d'effectuer des simulations de retraite et de mieux anticiper les situations personnelles. Concernant la Sécurité sociale, j'aimerais qu'on revienne à l'avance des frais médicaux pour que chacun prenne conscience de ce que coûtent réellement les soins.

### **Un intervenant**

Beaucoup de jeunes consultent Internet au quotidien, sans mesurer les risques pour la sécurité de leurs informations. Il est important que chacun apprenne, à l'école, comment utiliser un ordinateur et Internet en toute sécurité, afin de garantir une relation saine avec les nouveaux outils et les réseaux sociaux.

## **II. L'ORGANISATION DE L'ÉTAT ET DES SERVICES PUBLICS**

### **David CHAMARD-BOIS**

Nous passons au sujet de l'organisation de l'État et des services publics. Ce thème recouvre les questions liées à l'administration, aux opérateurs publics à réformer, à maintenir, à enrichir ou à fusionner, à l'accès au service public, aux nouvelles formes de services publics, aux expériences nationales traduisibles au niveau local, etc.

### **Un intervenant**

Je prône la rationalisation et la simplification. Lors de la régionalisation, toutes les activités de l'État ont été doublées, voire triplées. Il faut interdire que des services différents fassent la même chose. Les maires et les départements ne comprennent plus rien. La préfecture décide, en toute illégalité. Les ministres proposent des projets de loi sans jamais rien annuler. Il faut supprimer certaines strates administratives et interdire la promulgation d'un nouveau texte de loi si plusieurs autres textes n'ont pas été préalablement supprimés.

### **Une intervenante**

Afin de rationaliser son service public, le Portugal a créé une Maison des Citoyens dans chaque ville, qui regroupe tous les services publics en un seul lieu. Ce fonctionnement beaucoup plus fluide a permis des économies de structure et une simplification des démarches grâce à un seul guichet. Aujourd'hui, en France, beaucoup de démarches se font par Internet, sans interlocuteur au bout du fil. Depuis un an, je cherche à changer ma plaque d'immatriculation suisse, sans succès. Mon dossier est sur Internet depuis un an. Je ne peux pas me rendre à la préfecture, car nous n'y sommes plus reçus physiquement. Pourquoi ne pas mettre en place des Maisons des Citoyens ?

### **Un intervenant**

Je propose la suppression de toutes les commissions dont les membres sont nommés, à l'instar de la Commission Nationale du Débat Public. Les membres devraient être élus. Trop de pouvoir politique est donné à des gens qui ne peuvent se prévaloir d'aucun mandat.

### **Une intervenante**

Il faudrait systématiquement prévoir une évaluation des lois mises en place. Dans le monde de l'entreprise, l'évaluation est systématique, en fonction de critères clairs. Il faut faire la même chose pour comprendre quels sont les facteurs de succès ou d'échec d'une loi.

### **Une intervenante**

Pourquoi attendre deux ans avant que le décret d'application d'une loi soit promulgué ? Il faudrait un délai maximal de 15 jours/1 mois.

### **Une intervenante**

Je souhaite une vraie décentralisation, donnant aux maires plus de pouvoir. Ils sont proches de nous et connaissent nos problèmes, mais ne peuvent pas apporter de solution, car ils sont soumis à l'autorité de la communauté de communes ou du ministère. Nos problèmes nous sont propres. Il faut que les maires puissent mettre en pratique des solutions locales.

### **Un intervenant**

Pour améliorer l'efficacité de l'État et faire des économies, il faut supprimer les doublons. À Paris, il existe des Conseils d'arrondissement et un Conseil de Paris, système qui fonctionne bien. Il faudrait l'appliquer à l'ensemble du territoire, notamment pour les communes et les communautés de communes. Aujourd'hui, le président d'une communauté de communes n'est pas élu au suffrage universel. Il faudrait l'instaurer. Il faut également supprimer les doublons entre les départements et les régions pour mieux répartir les responsabilités. En Île-de-France, je comprends mal comment s'articulent les responsabilités entre la région, la métropole et le Grand Paris. Une rationalisation s'impose.

### **Une intervenante**

Je constate une régression de la qualité des services de la SNCF. Je m'inquiète d'un projet de privatisation de certaines lignes de bus, à Paris. Il faut maintenir un service public national de la mobilité et assurer une transparence sur ses évolutions.

### **Un intervenant**

Il faut réformer la gestion de l'eau, aux mains d'un lobby, en France. Dans les années 90, la ville de Munich et le Land de Bavière ont décidé d'agir en amont pour éviter toute pollution, avec pour première décision de récuser les lobbies de type Veolia ou Suez. En France, des villes ont repris en main la gestion de l'eau. En Beauce ont été constatés des taux de nitrates inadmissibles. Il faut une réforme profonde de la gestion de l'eau.

### **Une intervenante**

Concernant les fonctionnaires hospitaliers, il n'existe pas suffisamment d'infirmières et de médecins. Il faut revoir le poids des fonctionnaires, trop nombreux dans l'administratif. Il faut également supprimer le numerus clausus. Certains fonctionnaires de bureau ne veulent pas prendre de responsabilités, voire refusent de s'adresser au public. Il faut revoir ce fonctionnement. Trop de fonctionnaires ne sont pas à leur place.

### **Un intervenant**

Il existe 232 sous-préfectures, en France. Ce nombre pose question. Il existe probablement un moyen de le rationaliser. Aujourd'hui, il existe également 400 autorités administratives prétendument indépendantes qui ne le sont pas, dans les faits. Ont-elles une utilité ? Ces services ne pourraient-ils pas être rendus par des ministères ? Enfin, peut-on imaginer une évaluation des bonnes pratiques mises en place par certains préfets dans les régions, pour envisager une généralisation ? Je citerai l'exemple d'un EHPAD installé sur le même site qu'une école, pour promouvoir les rapports intergénérationnels.

### **Un intervenant**

Il faudrait que les citoyens choisissent les échelons qu'ils veulent garder dans les services publics. Le département doit totalement disparaître au profit des régions. Il faut créer le même nombre de régions dans le nord de la France et dans le sud. Actuellement, le sud est défavorisé. En 1860, Paris s'est étendu. Aujourd'hui, je ne vois pas pourquoi les départements limitrophes restent en dehors de Paris. Au quotidien, nous souffrons tous de la multiplication d'organismes qui freinent les politiques de mobilité. Je souhaite que la personne qui dirige le Grand Paris soit élue au suffrage universel.

Les infirmières, policiers, juges ou gardiens de prison sont les grands oubliés des programmes publics des trente dernières années. De moins en moins nombreux, ils ne peuvent plus répondre aux besoins d'un grand pays comme la France. La surpopulation carcérale, inacceptable, est mauvaise pour l'ensemble des citoyens, car elle génère de plus en plus de violence. Idem pour les infirmières. Notre collectivité vieillit. Une personne plus âgée aura besoin de plus de soutien quand nous voyons le nombre des infirmières réduire. En revanche, les centres bureaucratiques ont augmenté. Il faut baisser le nombre de services informatiques, RH et comptables dans l'administration. Cette baisse permettrait de réduire la dépense publique et de débloquer des embauches.

### **Une intervenante**

À l'hôpital, le manque d'infirmières génère des journées à rallonge. Il faut absolument augmenter le nombre d'infirmières et créer des maisons de santé dans chaque quartier pour éviter d'encombrer les urgences. Trop d'EHPAD sont gérés par des sociétés privées qui ne recherchent que la rentabilité. Nous manquons de personnel formé et bien payé pour éviter les problèmes de maltraitance dont on

parle actuellement. Je propose davantage de contrôle des EHPAD avec plus de personnel formé. Il y aurait également beaucoup à dire sur les associations d'aide à domicile.

#### **Un intervenant**

Bruno Le Maire parlait de supprimer l'ENA, dont il sort. Il a vite oublié cette piste, qu'il faut remettre au goût du jour. Tous les hauts fonctionnaires ont suivi les mêmes études. Ils imaginent tous les mêmes solutions, sans jamais une idée originale, avec la certitude que l'État peut tout résoudre et qu'on se fiche des individus ou des régions. Le phénomène d'endoctrinement est identique au sein de l'École de la Magistrature, de Polytechnique et de tous les grands corps d'État. D'autres pays, qui réussissent mieux, proposent des formations différenciées dans diverses universités.

#### **Une intervenante**

Il existe un projet de déremboursement de certains actes effectués par les kinés, indispensables aux personnes âgées. Il faut stopper ce projet. Concernant les juges, leur nombre est devenu tellement faible qu'ils ne sont plus là que pour punir. Auparavant, le juge exerçait un rôle de protection. Il faut renforcer le nombre de juges.

#### **Une intervenante**

À Paris, les personnes qui veulent acheter un Pass Navigo ne peuvent le faire que pour trois zones, plus pour une seule. Il faudrait redonner aux Parisiens le choix. Concernant la sécurité, il serait bon d'installer plus de caméras dans nos quartiers, par précaution. Fin décembre, j'ai vu un gilet jaune ranger un club de golf dans sa voiture après le saccage d'un magasin, les clubs de golf ayant servi à casser le mobilier urbain. J'insiste auprès de M. le Maire pour qu'il installe davantage de caméras, dans le quartier. Une caméra aurait permis d'identifier cette personne.

Des discussions sont en cours avec le patronat sur le bonus-malus. Il serait bon de l'instaurer, en épargnant les PME. Les entreprises ont reçu beaucoup d'aides. Elles devraient en rendre une partie pour permettre à tous de vivre de leur travail.

#### **Un intervenant**

Je précise que le maire d'arrondissement n'a pas de pouvoir de décision, pour les caméras. Cette responsabilité relève du maire de Paris.

### **III. LA FISCALITÉ**

#### **David CHAMARD-BOIS**

Notre troisième thématique sera celle de la fiscalité et des dépenses publiques, avec pour mots-clés les impôts, taxes et charges, les dépenses de protection sociale, les dépenses publiques, la justice fiscale, les arbitrages, etc.

#### **Un intervenant**

Je me suis constitué une petite rente en cotisant durant quarante ans. Aujourd'hui, cette rente est taxée à 20 %. Est-ce normal ? Le taux d'imposition des rentes devrait être le même que celui de l'impôt sur le revenu. Il n'est pas acceptable de taxer à 20 % une rente démarrée à 5 francs, il y a quarante ans.

#### **Une intervenante**

Dans le privé, certains touchent d'énormes salaires sans rien rapporter à l'entreprise. En revanche, à l'AP-HP, les gens arrivent à la retraite avec une très petite retraite, car 50 % du traitement est composé de primes qui ne sont pas intégrées au salaire de base. Il est honteux que d'autres profitent du système dans les entreprises privées. Il faut intégrer les primes à la rémunération prise en compte pour la retraite. Dans les hôpitaux, certains ne sont pas suffisamment payés au regard de leur mérite.

### **Un intervenant**

Il existe une injustice fiscale, dans ce pays. 10 % des personnes les plus riches payent 70 % de l'impôt sur le revenu, à savoir ceux qui gagnent 4 623 euros et plus. Je ne trouve pas qu'à ce salaire, on soit riche. Ce salaire, on le mérite. La France est le pays le plus fiscalisé au monde. Il faut revoir la politique fiscale pour l'immobilier. Le projet de fiscaliser les plus-values sur la résidence principale constitue une véritable honte. Il faut supprimer l'IFI, car certains Français qui ont un patrimoine immobilier n'ont pas pour autant de hauts revenus.

### **Un intervenant**

En France, les prélèvements représentent 53 % contre 46 % en Allemagne, soit 200 milliards. En 2017, l'ISF rapportait 4,5 milliards d'euros. Le budget de l'État représente 320 milliards de dépenses, pour 240 milliards de rentrées fiscales. Tous les ans, l'État emprunte 80 milliards, soit 20 fois l'ISF. La dette actuelle est incommensurable. La France est l'un des rares pays où la dette dépasse 100 % du PIB. Attention à ceux qui disent qu'il faut dépenser plus. Commençons par mettre de l'ordre. Personne ne veut s'attaquer aux dépenses de l'État mais cette dette finira par coûter très cher aux générations futures. Si l'État ne s'y attaque pas, 55 % de prélèvements ne suffiront plus. Il faut décider d'un plan pour diminuer le montant des dépenses de l'État de 1 à 1,5 % par an, soit 30 milliards, pour baisser progressivement les 80 milliards d'écart. Il faut baisser le nombre de fonctionnaires et que les gens qui sont supposés travailler 35 ou 38 heures le fassent réellement. Il est anormal que les rapports de la Cour des comptes ne soient jamais suivis de sanctions.

### **Une intervenante**

La révolution numérique a laissé toute ma génération sur le bord de la route. Aujourd'hui, le sentiment est que sans Internet, point de salut. Tout devient extrêmement compliqué, même acheter un billet de train. Nous nous reposons sur nos enfants. Nous sommes handicapés et abandonnés, face à Internet. (*Applaudissements*).

### **Un intervenant**

La dette de la France est aujourd'hui de 2 357 milliards d'euros et augmente de 2 665 euros par seconde. Pour un couple avec deux enfants, elle se monte à 140 000 euros. Attention à ne pas finir comme la Grèce. Il ne faudrait pas qu'on nous ponde une nouvelle taxe pour boucher le trou de 10 milliards des gilets jaunes. La fraude fiscale représente 15 milliards. Il faut creuser cette piste, de même que celle de la fraude à la Sécurité sociale.

### **Un intervenant**

Pour bénéficier de la CMU et de l'AME, certaines personnes ne payent rien. Un ou deux euros de participation, pour les responsabiliser, semblerait normal.

### **Une intervenante**

Je suis pour la comptabilisation du vote blanc. Je suis contre la gratuité dans les musées ou les piscines. Chacun devrait payer au moins un euro, y compris à l'hôpital.

### **Une intervenante**

Je souhaite défendre les retraités de la petite classe moyenne. Il faut annuler la hausse de la CSG qui ponctionne nos retraites, augmenter dignement nos pensions et les réindexer sur le coût de la vie. Il faut également baisser les impôts pour la petite classe moyenne.

#### **Un intervenant**

Depuis plusieurs années, l'Irlande a mis en place la gratuité de tous les transports publics pour les seniors de plus de 65 ans. Cette piste paraît intéressante.

#### **Un intervenant**

Je reviens sur la pédagogie. Nous parlons mal des finances publiques. Le chiffre donné par un intervenant, un peu plus tôt, n'est jamais communiqué. Combien de personnes savent ce qu'est le PIB? Il faudrait reprendre cette pédagogie dès l'école. J'ai découvert que ma retraite était une dépense sociale. J'en suis surpris, car je n'avais pas le choix de cotiser. S'il s'agit d'une dépense sociale, il faut laisser le choix.

#### **Une intervenante**

Pour les retraités, dont le pouvoir d'achat a baissé de 16 %, je propose que soit inscrite dans la Constitution l'obligation de ne jamais baisser les retraites. Je veux bien entendre tous les discours sur la dette, mais il ne faut pas nier les difficultés de ceux qui essayent d'élever leur famille avec un SMIC et se félicitent de bénéficier d'une entrée gratuite au musée. Nos retraites sont appelées « allocations » comme s'il s'agissait d'une niche fiscale. Il faut revenir au terme « pension ».

#### **Une intervenante**

Je demande le paiement des retraites sur le mois. Quand je paye mon loyer, c'est sur janvier, pas sur février. Je touche ma retraite de janvier le 10 février, c'est anormal. Il faut remettre en place la part des veuves. Dans mon cas, sa suppression occasionne plus de 1 000 euros d'impôts supplémentaires.

#### **Un intervenant**

En matière de pouvoir d'achat, le logement est insuffisamment pris en compte par les pouvoirs publics. La France compte 30 millions de logements, dont 15 % seulement ont moins de vingt ans. Aujourd'hui, la France se signale par des surcoûts de construction de l'ordre de 17 % par rapport à la moyenne européenne, qui s'expliquent par des réserves foncières très faibles et des contraintes très élevées. Le délai de construction moyen est deux fois plus long pour les promoteurs français que pour leurs homologues européens. Nous devrions construire 500 000 logements par an quand nous arrivons péniblement à 400 000 et encore, pas tous les ans. Il faut privilégier un logement moins cher grâce à un coût de construction moins élevé.

#### **Une intervenante**

Il faut faire la chasse aux traitements et salaires insultants. Auparavant, l'écart était de 40. Aujourd'hui, les plus riches sont payés 400 fois plus que les plus pauvres.

#### **Un intervenant**

3 % du PIB ne signifie rien. Le vrai déficit de l'État est supérieur de 35 % aux recettes, ce que tout le monde peut comprendre. Je prendrai l'exemple d'une famille qui touche 1 000 euros et en

dépenserait 1 350. Ma proposition serait d'arrêter de parler du PIB et de présenter le budget en termes de déficit.

#### **Un intervenant**

Il faut réorienter nos sociétés vers l'essentiel, qui ne signifie pas posséder trois maisons ou une Porsche, ou gagner 10 000 euros par mois. Il faut sortir de ce modèle dominant. Je ne prône pas la justice sociale, mais plus d'égalité sociale, par exemple en supprimant le CICE qui ne profite qu'aux entreprises qui font des bénéfices en baissant les salaires. Il faut remettre en place de l'ISF avec une exonération d'impôt pour ceux qui investissent dans les PME ou les associations. Il faut conserver l'IFI sur les résidences secondaires, dont personne n'a pas besoin pour vivre. Sur les salaires, pourquoi existe-t-il des écarts aussi énormes ? Pourquoi ne pas les limiter de 1 à 5 dans les entreprises et la fonction publique ? Si rien n'est fait, les inégalités et les ressentiments exploseront et la crise des gilets jaunes reviendra, plus forte. Il est anormal qu'un infirmier gagne 2 000 euros quand, dans le privé, où aucun métier n'est réellement utile pour la communauté, n'importe qui gagne 3 000 euros.

#### **Un intervenant**

De même que les entreprises sont tenues de publier un bilan social, je propose que chaque citoyen reçoive un bilan social individuel pour qu'il se rende compte de ce que représentent ses prestations et qu'il consente à verser un minimum d'impôt. Il est anormal qu'une minorité, en France, paye l'impôt.

#### **Un intervenant**

Il est anormal que les entrepreneurs, commerçants ou artisans ne touchent pas le chômage. Il était prévu de redistribuer aux actifs les centaines d'euros prises aux retraités. Résultat, mon salaire a augmenté de 7 euros, ce qui est grotesque. Dans d'autres pays, être propriétaire représente une réussite. En France, on vous jalouse. La valeur d'un bout de terrain suffit à faire flamber les impôts des petits retraités. Dans la bouche des gilets jaunes, je n'ai jamais entendu la revendication qui consisterait à remettre en place la vignette avec un prix progressif en fonction des chevaux fiscaux. Je suggère que les taxes sur les carburants soient progressives en fonction de la puissance des véhicules.

#### **Une intervenante**

Je suis entrepreneuse de 54 ans. Beaucoup, comme moi, ne parviennent pas à se dégager de salaire alors qu'ils ont choisi de se lancer pour s'en sortir. Les sous-traitants de l'ANPE coûtent une fortune et sont inefficaces. Je propose que les aides ne s'arrêtent pas aux premiers revenus que se versent les indépendants. Il faudrait pouvoir cumuler une petite rémunération avec les aides ANPE, pour soutenir les entrepreneurs. Pour la retraite, nous ne sommes pas concernés, nous n'en toucherons pas.

#### **Une intervenante**

Chacun a le droit d'investir son argent comme il l'entend. On peut être ouvrier et économiser pour s'offrir une Porsche. Nous sommes tous de province. Nos résidences secondaires nous viennent de nos parents. Il existe des gilets jaunes de l'ISF. Je touche 1 500 euros de retraite et je paye l'IFI. Je demande qu'on supprime l'IFI pour les patrimoines immobiliers inférieurs à 3 ou 4 millions d'euros.

#### **Une intervenante**

Ma proposition consiste à supprimer l'AME. Je suis pharmacienne. Je ne comprends pas qu'on offre une prestation sociale à des personnes présentes illégalement sur le territoire français. Si les prestations de santé sont gratuites, ces personnes ne repartiront jamais. (*Applaudissements*).

#### **Une intervenante**

Certaines universités ne chauffent plus les salles, faute de budget. Mes enfants étudient en Roumanie. Je paye leurs études. Je ne comprends pas que les étrangers qui étudient en France ne payent pas. Faisons payer aux étudiants étrangers des sommes raisonnables.

#### **Un intervenant**

La fraude sociale n'est rien, comparée à la fraude fiscale. Il existait 1 milliard de fraude sociale en 2015, contre 21 milliards de fraude fiscale. Je propose des peines d'emprisonnement pour les fraudeurs. Quant au CICE, il faut le rediriger vers les TPE et les PME.

#### **Une intervenante**

En tant qu'enseignante, je trouve notre corporation renfermée sur elle-même. Je propose que les parents soient mieux intégrés à l'école et puissent témoigner de leur parcours professionnel. Ces interventions extérieures permettraient à l'école de respirer. Certains enfants veulent faire de l'argent, quand nous voudrions en faire des passionnés. (*Applaudissements*).

#### **Une intervenante**

Je suis cheffe d'entreprise et bénévole auprès de jeunes. J'aimerais que tous les chefs d'entreprise prennent conscience que nous sommes arrivés au bout d'un système que la jeunesse ne comprend plus. Elle n'a pas du tout le même sens du travail que nos générations. Je suis très marquée par la précarité des jeunes. C'est à nous, chefs d'entreprise, de nous bouger et de rendre. (*Applaudissements*).

#### **Un intervenant**

Je propose de supprimer tous les impôts directs et indirects et de ne conserver que la TVA. Je suggère de prévoir un SMIC pour les personnes qualifiées et un autre, pour les non qualifiées.

#### **Un intervenant**

Je reviens sur l'ENA, et sur son formatage. Cette école devrait être exemplaire. Pourtant, elle était déficitaire jusqu'à l'an dernier. Aujourd'hui, il existe des doublons entre Paris et Strasbourg, pourquoi? Il faut rendre coercitifs les rapports des Cours régionales des Comptes. Il faut mieux verrouiller l'utilisation de la carte vitale. Je ne comprends pas que certains aient encore des cartes sans photographie, avec jusqu'à 7 bénéficiaires sur une même carte.

#### **Un intervenant**

Je suis moi aussi chef d'entreprise. Nous pouvons actionner deux leviers. Le premier est la formation. La loi impose de dépenser 0,8 % de la masse salariale. Je dépense 3 %. C'est indispensable. Il faut aussi que les chefs d'entreprise aillent porter la bonne parole. J'ai enseigné à Dauphine pendant douze ans, sans jamais voir une affiche ou un piquet de grève dans cette université, gérée de manière exemplaire.

#### **Un intervenant**

Je suis DAF en transition. Je trouve gravissime qu'on s'intéresse beaucoup à celui qui gagne plus que soi alors que le problème de fond est celui du chômage de masse que nous connaissons depuis quatre décennies. Pour fluidifier le marché du travail, il ne suffit pas de mesures techniques comme abaisser le coût du travail, mais d'une évolution culturelle, y compris des entreprises et des RH, pour élargir la curiosité et ne pas la limiter aux seules compétences immédiatement mobilisables. Une démarche curieuse et dynamique sera toujours plus constructive que de chercher à savoir qui gagne combien.

#### **Une intervenante**

Concernant l'apprentissage, on oublie de dire que les alternants ont beaucoup de mal à trouver des entreprises. En tant que chefs d'entreprise, nous devons jouer un rôle.

#### **Un intervenant**

Nous approchons des élections européennes. En France, nous avons une fâcheuse tendance à trouver des boucs émissaires, notamment à Bruxelles. Certes, il existe des normes excessives, mais ma proposition est d'exiger que nos représentants dans les commissions européennes soient polyglottes et capables de discuter avec des étrangers. Cessons de mettre tous nos malheurs sur le dos de Bruxelles.

#### **Une intervenante**

En Belgique, ma fille est incitée à se former en contrepartie de 10 jours de congé. Il faudrait mettre en place ce type d'incitation pour pousser les gens en activité à se former. Le CPF constitue une solution, mais à hauteur de 500 euros par an seulement, ce qui ne représente même pas une journée de formation.

#### **Un intervenant**

La fraude fiscale coûte environ 100 milliards d'euros, soit 1,5 fois les sommes payées par les Français. Il serait bon de combattre ceux qui se dérobent au paiement de l'impôt.

#### **Une intervenante**

Un intervenant a parlé de l'immobilier et du foncier. Je connais très bien l'hôpital Laennec. Il a fallu attendre neuf ans avant que ce terrain soit vendu à un promoteur. Toujours dans le 7<sup>e</sup>, le ministère de la Défense occupe un immense bâtiment vide, de l'Hôtel de Brienne à Solferino. Pourquoi l'État ne le transforme-t-il pas en logements ?

#### **Un intervenant**

La France est championne du monde des charges sociales, avec 70 %. Je ne vois pas pourquoi ce serait les entreprises qui paieraient les charges sociales. Je propose leur suppression en les remplaçant par l'impôt pour tous. Je propose également la privatisation totale des HLM. Pour protéger les retraités, il faut qu'ils soient propriétaires de leur logement.

## **IV. LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE**

### **David CHAMARD-BOIS**

Le dernier thème concerne la transition écologique. Je vous livre quelques éléments de réflexion : comment mieux protéger l'environnement, quelles solutions au changement climatique, quels

impacts sur la vie quotidienne des entreprises et des particuliers, comment motiver chacun à agir mieux ? Faut-il sanctionner ou contraindre ? En termes de chauffage et de déplacements, quels sont les choix prioritaires ?

### **Un intervenant**

Nous devons faire des efforts pour décarboner l'énergie en France, en particulier l'électricité. Les énergies éoliennes ou solaires sont intermittentes et coûtent très cher. Les contrats passés au profit des producteurs représentent un engagement de 120 milliards d'euros pour l'Etat, payé par les consommateurs. Je propose qu'on revienne sur ces orientations, qu'on conserve une énergie très décarbonée produite par les centrales nucléaires existantes, qui sont sûres, et qu'on baisse la part des énergies intermittentes.

### **Un intervenant**

Beaucoup de nos lois ne sont que la transposition de règles européennes en droit français. Je propose que le gouvernement ne rende jamais plus sévère, en droit français, ce qui a été adopté au plan européen.

### **Une intervenante**

Je propose qu'on prévoie, dans les immeubles anciens, un plan de rénovation pour mieux isoler et revoir le système de chauffage.

### **Un intervenant**

Le gouvernement conserve 70 % de la taxe pétrolière, au lieu de la consacrer à la transition écologique. Sur la facture d'électricité, vous payez pour la transition écologique et en plus, on vous applique une TVA. Beaucoup de logements, construits avant 1985, sont des passoires thermiques. Plutôt que de subventionner de monstrueuses éoliennes, il faudrait consacrer cet argent à mieux isoler les bâtiments, ce qui permettrait de fermer une à deux centrales nucléaires. Les Allemands produisent 4 à 5 fois plus de carbone que nous, avec leurs centrales au lignite.

### **Un intervenant**

On nous vante les véhicules de substitution, véhicules électriques, hybrides ou nouveaux diesels, qu'on nous présente comme efficaces sur les particules fines. Je veux changer de voiture, mais je ne sais pas laquelle choisir. Il faut que l'administration nous dise la vérité.

### **Une intervenante**

Aux États-Unis, le diesel n'existe pas, donc les Américains ne polluent pas.

### **Une intervenante**

En tant qu'enseignante, je suis effarée par l'attraction qu'exercent les écoles de marketing. La question de l'environnement est liée au fait d'acheter des choses dont nous n'avons pas besoin. En ce domaine, le marketing porte une lourde responsabilité.

### **Une intervenante**

En marketing, on nous apprend aussi à vendre « vert ». Le marketing n'est pas seulement la course à la consommation.

### **Une intervenante**

Si l'on améliorait l'accès aux transports publics, les gens prendraient moins leur voiture. Paris manque de parkings à vélos. Il faut également améliorer l'accès des handicapés et des personnes

âgées aux transports publics. Faute de solution, cette population prend sa voiture. On ne peut pas lui jeter la pierre.

### **Une intervenante**

Tout le monde nous vante les véhicules électriques, mais personne ne nous parle de la problématique des batteries. Il ne faut pas partir bille en tête sur cette piste, au risque de refaire les mêmes erreurs.

### **Un intervenant**

Il existe des avancées énormes en matière de stockage d'énergie, y compris pour les batteries, mais peu d'efforts pour les mettre en avant. Le débat public a généralement dix ans de retard sur les réalités techniques. Il faut mieux informer le public sur ce qui est possible, techniquement.

### **Un intervenant**

Je propose d'abandonner le béton, qui génère 8 % du CO2 et ne sert pas à grand-chose. On peut parfaitement le remplacer par le bois ou la paille. À Strasbourg, un immeuble de 11 étages a été construit en bois avec un peu de béton, pour des questions de réglementation. À Saint-Dié, il existe un immeuble en bois de 8 étages. Ce type d'immeuble suffit à assurer une bonne densité de logements. Paris présente une forte densité, avec une modestie de hauteur. La ZAC Clichy-Batignolles, qui prévoit des immeubles de 15 étages, est un scandale. Si l'Apple Parc avait été construit, nous aurions un immeuble de 10 étages et un jardin de 30 hectares contre 10, aujourd'hui. Poursuivons avec l'horreur que sera Bercy-Charenton alors qu'il serait possible d'obtenir la même densité de logements avec des immeubles de 7 étages. Il est possible de construire moins haut, avec plus d'espaces verts, pour le même résultat, sans béton. Il semble difficile de remplacer la voiture, mais pour le béton, nous pouvons le faire dès demain, avec à la clé 65 000 emplois dans le secteur du bois.

### **Un intervenant**

Concernant le projet de loi bioéthique et de PMA sans père, je suis indigné que des enfants, pour satisfaire des désirs d'adultes, ne connaissent pas leur père et soient élevés sans lui. Pire encore, je suis indigné que ce scandale soit orchestré par l'État. (*Applaudissements*).

### **Un intervenant**

L'écologie ou la transition énergétique ne doivent pas être traitées par des taxes. On a trop souvent voulu créer des taxes nouvelles. Ce sujet ne se réglera pas en payant plus d'impôts. Il ne semble pas judicieux non plus de le traiter par la réglementation. La transition énergétique doit être fondée sur une économie nouvelle et sur de nouveaux modes de financement. Les avantages fiscaux liés à l'assurance vie pourraient être conditionnés au financement « vert », ce qui ne coûterait rien à l'État. Cela permettrait de donner à l'écologie un aspect positif, et non négatif. (*Applaudissements*).

### **Un intervenant**

Je m'adresse à la puissance publique. Avant de discuter de ce qu'on peut faire ou pas, je demande que nous soient présentés les dépenses, les ressources et le déficit, et son mode de financement. Je rappelle qu'il existe quatre types de ressources que sont la TVA, les impôts sur les revenus des particuliers, les impôts sur les revenus des entreprises et les taxes. Je rappelle également que les gilets jaunes ont commencé par protester contre une taxe proposée par un écologiste qui, depuis, a démissionné.

### **Un intervenant**

La première source d'énergie est l'économie d'énergie. Sur ce plan, nous manquons d'information.

### **Un intervenant**

Il serait bon d'effectuer des contrôles antipollution des deux-roues motorisés, devenus plus nombreux que les voitures.

### **Un intervenant**

Je propose plus de simplicité, en général. Il faut que les formalités d'élagage soient simplifiées et que les décisions de justice soient appliquées. Ces petits tracassés finissent en exaspération vis-à-vis de l'État.

### **Un intervenant**

Pour lutter contre l'obsolescence programmée, il faut augmenter la durée de garantie des produits. C'est facile à mettre en œuvre, sans coût supplémentaire, sauf pour l'entreprise. Puisqu'il existe des taxes sur l'essence, il faut en instaurer sur le kérosène aérien. Il faut investir plus massivement dans les pistes cyclables. Concernant le marketing, pourquoi ne pas supprimer les publicités pour les produits superficiels et inutiles ? Il faut stopper le projet Europa City, au nord de Paris, qui consiste à bétonner des hectares pour créer un immense centre commercial et de loisirs. Le livret de développement durable n'a de développement durable que le nom. Les banques qui collectent ces fonds n'ont aucune obligation de les investir dans le développement durable.

### **David CHAMARD-BOIS**

Merci pour l'état d'esprit et le respect dont vous avez fait preuve, les uns envers les autres.

### **G. BOULARD**

Je vous remercie pour la qualité de ces échanges, qui seront intégralement reversés à la contribution du Grand Débat.

*La séance est levée à 22 heures 02.*

---

*NB : Ce procès-verbal a été rédigé par la société CODEXA ([www.codexa.fr](http://www.codexa.fr))  
puis vérifié et complété par les membres de l'instance sous la responsabilité du Secrétaire.*

---